

Personnes Présentes

M. MARTEAU – Directeur de l’Environnement
M. GOMBERT –Espaces Verts, Direction des Routes et des Grands Travaux
M. AZAM – Subdivision Sud, Direction des Routes et des Grands Travaux
M. FROMENT – Subdivision Centre, Direction des Routes et des Grands Travaux
M. ALET – Subdivision Nord, Direction des Routes et des Grands Travaux
M. RUBIO – Subdivision Ouest, Direction des Routes et des Grands Travaux
M. GAYRAUD – Responsable de la Pépinière Départementale de Salmiech
Messieurs GUIARD et DORADO – Agence de l’Eau Adour Garonne, Délégation de Rodez
M. FRUGERE – Direction Départementale des Territoire – SPE
M. CHARRETIER – ONEMA
Mmes. LE ROY et ROQUEFEUIL – Entente Interdépartementale du Bassin du Lot
M. FABRE – Technicien rivières des SIAH Haute vallée du Lot et du Doudou de Conques
Messieurs CHARLES et MIQUEL - Communauté d’Agglomération du Grand Rodez
Messieurs TEAUTOUA, EDMOND et FRAYSSINES – Cellule Opérationnelle Rivières de la Communauté d’Agglomération du Grand Rodez
Mlle. TUAL – Technicienne rivières du SIAH Sorgues Dourdou
Mlle. CADIER – Technicienne rivières du Syndicat de la vallée du Rance
Mlle. DELAGNES - Technicienne rivières du PNR des Grands Causses
Mlle. FOURNEL et M. LAVERGNE - Techniciens rivières du SIAV2A
M. BADO – Stagiaire au SIAV2A
M. DURAND – Technicien rivières du SMBVV
Messieurs BARBEAU et MEYRUEIS – SIVOM Grand Sites Gorges du Tarn et de la Jonte
M. VIGUIER – Technicien rivières au Syndicat Mixte Lot Colagne
Dr. MARCHANDOT – Médecin du Travail
Mme. BOYER – Bureau d’études Concept Cours d’Eau
Mme CABROLIER – Direction de l’Environnement, Cellule Fleurissement
Mme MERLET et M. SOL – Cellule Rivières

Personnes Excusées

M. ALBESPY – Président de la Commission Environnement du Conseil Général de l’Aveyron
Mmes JEGO et ADNET et M. LECHAT– Agence de l’Eau Adour Garonne
M. VINCINI – Conseil Régional Midi Pyrénées
Messieurs GUELDRY et DELMAS – Direction de l’Agriculture et de l’Aménagement de l’Espace du Conseil Général de l’Aveyron
Messieurs GAYRARD et GOSSELIN – Communauté d’Agglomération du Grand Rodez
M. LAURES – ONEMA
Mme. GUILLEMET et M. JOURDAN – Fédération de l’Aveyron pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques
Messieurs MAHUT et JOUVET – Association Halieutilot
Mme. MARTY – Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
M. GARRIGOU – Technicien rivières du Syndicat Mixte de la Diège
M. CHARLES – Communauté de communes Millau Grands-Causses

Monsieur MARTEAU et M. SOL accueillent et remercient les participants pour leur présence à cette journée technique. Celle-ci s’inscrit dans le cadre du partenariat dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques, entre le Conseil Général de l’Aveyron et l’Agence de l’Eau Adour-Garonne. C’est une journée d’échanges techniques entre les techniciens rivières du département et les différents partenaires liés à la gestion de l’espace rivière.

Au vu des thématiques abordées cette année, des personnels de la Direction des Routes et des Grands Travaux, et de la Direction de l’Agriculture et de l’Aménagement de l’Espace ont également été associés.

En préalable aux présentations, une pensée émue a été témoignée en la mémoire de « notre collègue » technicien rivières Thierry PRAUD, qui nous a quittés brutalement le 10 mai dernier à l’âge de 46 ans. Ce dernier officiait avec brio au Syndicat de la Vallée du Rance depuis plus de 10 ans. C’était quelqu’un de passionné et de passionnant, qui d’ailleurs, avait largement contribué à la réussite de la journée technique de 2010, consacrée au Peuplier Noir.

Par la suite, le Docteur MARCHANDOT a exposé les impacts des produits phytosanitaires sur la santé humaine.

Ainsi, d'après certaines études, il existe un lien entre les taux de cancer et autres maladies graves, d'infertilité et l'utilisation de pesticides.

Selon lui, c'est une « pollution invisible » dont le grand public ne se rend pas compte des impacts. C'est pourquoi il convient d'informer et de sensibiliser l'opinion.

M. GAYRAUD fait remarquer que la TVA de ces produits est à 5,5 % et non à 19,6 %...

Mme. CABROLIER souligne que le concours des « villes et villages fleuris » encourage la non utilisation de ces produits. Cela est d'ailleurs un critère à part entière dans le jugement des concurrents.

M. GOMBERT indique que la DRGT met en place des fauches tardives, et que le personnel du Conseil Général de l'Aveyron est de plus en plus sensibilisé sur ce sujet.

Ainsi concrètement, la DRGT diminue les doses utilisées et privilégie un fauchage sous les glissières de sécurité au lieu d'une aspersion de produits phytosanitaires.

D'après des études, le plus « gros pollueur » reste le particulier, au prorata de l'utilisation. Il faut donc accentuer la sensibilisation des tiers et élargir à des formations aux élus.

Il convient également de faire évoluer les mentalités vis-à-vis de la « notion de propre »...

M. GUIARD précise que sur 100 tonnes de produits phytosanitaires utilisées, 90 % ont des fins agricoles et 10 % autres (tiers et collectivités).

Il informe également que l'Agence de l'Eau Adour Garonne s'inscrit dans une démarche de réduction de l'utilisation des pesticides, via des aides à destination des collectivités volontaires (de 25 à 50%). Tout cela est détaillé sur la plaquette « zéro pesticides », distribuée et également disponible sur le site Internet de l'Agence.

M. MARTEAU met en évidence cette démarche positive à travers laquelle le Conseil Général pourrait mettre en œuvre des actions transversales entre la Direction de l'Environnement, la Direction des Routes et des Grands Travaux et la Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement de l'Espace.

Cela s'inscrit dans les clauses imposées par les lois du Grenelle, notamment en matière de développement durable.

M. CHARRETIER rappelle la réglementation (Zone de Non Traitement issue de l'arrêté du 12 septembre 2006). Ainsi, il est interdit de traiter à moins de 5 mètres de tout point d'eau figurant sur les cartes au 1/25 000^{ème} de l'IGN, qu'il s'agisse de cours d'eau (traits pleins ou discontinus), plans d'eau, fossés et points d'eau permanents ou intermittents.

M. LAVERGNE attire l'attention de l'assemblée sur le rôle des techniciens rivières pour décliner ce type d'information et d'accentuer la sensibilisation auprès des petites collectivités. A ce titre, le SIAV2A va organiser une journée en ce sens dans le cadre du site Natura 2000 les étangs du Ségala



La parole est ensuite donnée à Mme. BOYER du Bureau d'études Concept Cours d'Eau, et spécialiste de la Renouée du japon (*Fallopia japonica*).

Cette plante, introduite au XIX^{ème} siècle en Europe pour ses vertus ornementales, est désormais considérée comme l'une des 100 espèces invasives les plus préoccupantes en France.

En effet, dépourvue de prédateurs locaux et de compétiteurs, elle s'est avérée très invasive et donc défavorable à la biodiversité. Sa prolifération dans des milieux naturels produit des changements significatifs de composition, de structure et de fonctionnement des

écosystèmes. Cela engendre une régression de la flore locale, ainsi qu'une baisse de la diversité en vertébrés et surtout d'invertébrés (nombre de groupes d'invertébrés diminué de 20 à 30%).

Depuis deux décennies, on observe un développement spectaculaire dû à son extraordinaire vivacité. La renouée a en effet une croissance exceptionnelle qui peut atteindre 5 à 10 centimètres par jour. Elle possède de plus une dynamique de reproduction très efficace : chaque rhizome de renouée peut s'étendre sous terre sur 7 mètres de longueur et donner naissance à de nombreuses nouvelles plantes. De plus, les fragments de rhizome ou de tige se bouturent très bien. Par exemple, 0,7 gramme de rhizome ou 3 centimètres de tige suffisent à donner un nouveau plant !

Elle se disperse ainsi naturellement, mais l'invasion doit aussi beaucoup à l'action de l'homme : chantiers de terrassement, apport de terre végétale, fauche des bords de route et des berges des cours d'eau, rejets sauvages des déchets verts... contribuent fortement à sa dissémination. La plante se développe particulièrement bien dans les milieux déstabilisés et remaniés tels que les talus routiers et ferroviaires, ainsi que les bords de cours d'eau...

↳ Etapes principales d'une démarche de gestion de la renouée :

La Renouée du Japon est une plante extrêmement difficile à éliminer et les programmes de gestion demandent des efforts soutenus sur plusieurs années.

Les étapes incontournables pour réussir une démarche de gestion sont les suivantes :

1. Réalisation d'un inventaire de la présence de la plante.
2. Elaboration d'un plan de gestion.
 - Secteurs non touchés : surveillance.
 - Secteurs peu envahis ou en début de colonisation : élimination.
 - Secteurs envahis à très envahis : gestion au cas par cas.
 - Élimination si enjeu fort : risque de propagation élevé, préservation d'un paysage, de la diversité écologique, atteinte à la sécurité routière ou maintien des usages,
 - contrôle de l'expansion si enjeu faible,
 - pas d'action si présence trop importante et si les moyens à mettre à oeuvre sont trop élevés par rapport aux enjeux (rapport coût / bénéfices),
3. Information et concertation avec les autres gestionnaires, notamment pour le traitement des massifs implantés sur des espaces mixtes (talus de route et propriété privée par exemple). Informer l'autre gestionnaire concerné de la nécessité de traiter en même temps sa partie, et lui expliquer la technique.
4. Gestion.
 - Contrôle (fauches répétées, pâturages) ou élimination (arrachage précoce, traitement mixte, décaissement). La plantation d'autres espèces est une mesure d'accompagnement dans les 2 cas.
 - Adaptation des pratiques de fauche (fauche spécifique des massifs de renouée pour ne pas disséminer la plante le long des sites fauchés). L'utilisation de l'épareuse n'est pas la solution la plus appropriée car elle ne permet pas de maîtriser totalement le produit de la fauche.
5. Suivi des foyers et ajustement de la gestion si nécessaire.

↳ Mesures de gestion :

L'une des stratégies prioritaire à adopter, est de lutter contre l'implantation de nouveaux foyers.

Pour cela, certaines mesures de prévention peuvent être mises en place par les gestionnaires, comme l'arrachage précoce des plantules, l'intégration de clauses spécifiques dans les marchés de travaux (nettoyage des engins de chantiers afin de ne pas disperser des rhizomes, garantie des terrains remblayés...).

Par la suite, Mme BOYER présenta bons nombres de techniques de régulation, voir d'éradication de l'espèce. Ces dernières peuvent être complémentaires et sont plus ou moins faciles à mettre en œuvre.

- L'arrachage manuel de la plante :

Cette méthode est adaptée lorsque apparaissent de nouveaux plants sur une zone encore « non colonisée ». Ceci est d'autant plus aisé que les sujets sont jeunes et n'ont pas encore développés de système racinaire important.

C'est une opération préventive et non onéreuse en vue d'éviter la formation de massif.

- la fauche répétée :

Les fauches intenses permettent de réduire progressivement la densité de tiges et leur hauteur. Elles permettent également aux graines d'autres espèces présentes dans le sol de germer pour diversifier la strate herbacée. Il s'agit de programme à réaliser sur plusieurs années successives et qui ne détruisent pas les rhizomes des renouées. Les produits de coupe doivent être soigneusement gérées pour éviter d'aggraver le problème.

- Plantations :

Les plantations sont à proscrire tant que les renouées n'ont pas été éradiquées ou fortement régulées par des fauches intenses. En effet elles gênent les opérations de fauche et n'apportent aucune concurrence efficace sur les renouées du Japon. Leurs seuls intérêts est de diversifier les sites infestés.

- Traitements mixtes : arrachage et utilisation de produits phytosanitaires, type glyphosate

Ce protocole consiste à l'utilisation de produits phytosanitaires suite à une fauche. C'est à l'automne, en sève descendante, que la plante est la plus sensible au traitement par glyphosate.

Afin de limiter les coûts et les impacts sur le milieu, cette pratique doit être appliquée dans les règles de l'art :

- Utilisation d'un produit agréé ;
- Respect strict des dosages ;
- Utiliser lorsque les conditions météorologiques sont favorables (pas de pluie dans les 24 heures, pas de vent, pas de fortes chaleurs) ;
- Mouiller toutes les feuilles sans que le produit ne ruisselle ;
- Pas de pulvérisation sur la végétation environnante ;
- Respecter les mesures de protection individuelle.

Cette méthode n'est efficace que sur des zones peu étendues et ne peut être généralisée en raison de la réglementation.

En effet, la distribution et l'utilisation des produits sont réglementées (Art. L253-1 à L253-17 du Code Rural ; Loi du 17/06/1992 ; Décret du 05/10/1994 ; Arrêté du 12/09/2006). Elle reste proscrite dans les secteurs situés à proximité des points d'eau figurant sur les cartes au 1/25 000^{ème} de l'IGN, et présente des risques avérés pour les utilisateurs (Cf. ci-dessus).

- Lutte biologique :

Le Royaume Unis a procédé en 2010 à des lâchés de *Aphalara itadori*, "puceron", parasite naturel de la renouée. Des études sont en cours afin d'appréhender les premiers résultats.

- Le concassage-bâchage :

Le développement d'outils puissants et mobiles comme les godets-cribleurs-concasseurs, offre de nouvelles perspectives d'éradication mécanique des Renouées du Japon par le traitement des matériaux infestés et la destruction directe des rhizomes, principale source de dispersion de la plante. Mme. Boyer illustre quelques retours d'expériences fort concluants sur plusieurs rivières (Ain, Isère, Buech, Saône, ...).

Elle rappelle également que toute gestion directe de la plante entraîne un risque de dispersion. Ce risque doit être évalué avant les travaux puis pendant. Si le risque est contrôlable, des moyens doivent être prévus pour remédier à une dispersion involontaire.

M.SOL rappelle qu'il est important que les gestionnaires prennent la mesure des risques liés à la prolifération des espèces invasives, telle que la Renouée du Japon.

L'Aveyron a la chance d'être encore préservé. C'est pourquoi les structures gestionnaires, doivent s'approprier cette thématique, la relayer et s'inscrire dans une démarche de gestion de ces espèces.

Par la suite, une sortie sur le terrain a permis aux participants d'illustrer ces propos et voir les retours d'expérience de la Cellule Opérationnelle Rivières de la Communauté d'Agglomération du Grand Rodez.

Quatre sites ont été visités :

- Site de « Loxam » :

Présence de foyers au droit d'une zone remblayée. Une information et une sensibilisation des propriétaires vont être réalisées.



peut-être pas applicable partout.

- Site de Lagarrigue : Sur ce site, la Cellule Opérationnelle Rivières a arraché manuellement les rhizomes en 2008. Le foyer a nettement diminué, mais il est nécessaire d'intervenir régulièrement (1 fois par an), car la présence de blocs et de murs empêche l'arrachage exhaustif des rhizomes.

- Site du pont du Monastère

Sur ce site, le traitement des remblais infestés est le plus difficile, les rhizomes pouvant descendre profondément dans les cavités de celui-ci et les déchets de diverses natures constituant une forte contrainte.

Le foyer a nettement régressé de l'ordre de 50 %. Toutefois il est nécessaire d'être vigilant et de maintenir une surveillance



La gestion des plantes invasives va devenir un nouveau défi pour les gestionnaires dans les prochaines décennies...

Pour vous aider à y faire face, veuillez trouver ci-dessous des liens sur les espèces invasives, des petits guides de reconnaissances...

http://centrederesources-loirenature.com/mediatheque/especes_inva/guide/guideInvasives_Loire.pdf

http://www.invmed.fr/liste_noire

<http://www.bretagne-environnement.org/especes-invasives/flore-continentale/invasives-averees.html>

<http://etat.geneve.ch/dt/nature/neophytes-274-2001-12193.html>

<http://www.fsagx.ac.be/ec/gestioninvasives/Pages/Doc-dispo.htm>

<http://fallopia.japonica.pagesperso-orange.fr/index.html>

http://www.eptb-vilaine.fr/site/index.php?option=com_content&view=article&id=146&Itemid=256